

Département **S**ociété, **D**éveloppement, **U**rbanisation
(**S. D. U.**)

DEUX ETUDES SUR QUITO
ET GUAYAQUIL Equateur

H. GODARD et J. VEGA

Documents de Travail

ORSTOM

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION



INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

DEUX ETUDES SUR QUITO
ET GUAYAQUIL Equateur

H. GODARD et J. VEGA

Département "Société. Développement. Urbanisation

AXE 3 "URBANISATION ET SOCIETES URBAINES"

DOCUMENT DE TRAVAIL N° 21

NOVEMBRE 1988

Henry R. GODARD; Jeanett VEGA *

UNE IMAGE DE L'IMAGE DE QUITO (EQUATEUR)

RESUME

La carte lissée de la localisation des cartes postales en vente à Quito fait ressortir le poids du Centre Historique et des zones adjacentes. L'image touristique de la capitale est le "négatif" des fonctions de décision.

- CENTRALITE URBAINE - EQUATEUR - PERCEPTION URBAINE -

ABSTRACT

The isoligne's map of the post-cards location sold in Quito brings out the Historical Centre and the adjacent areas weight. The turistical picture of the capital is the fonctions of decision "negative".

- CENTRAL AREA - ECUADOR - URBAN PERCEPTION -

RESUMEN

El mapa de isolíneas de la localización de las postales vendidas en Quito permite destacar la importancia del Centro Histórico y de las zonas adyacentes. La imagen turística de la capital es el "negativo" de las funciones de decisión.

- CENTRALIDAD URBANA - ECUADOR - PERCEPCION URBANA -

"AIRES D'INFLUENCE" DES CARTES POSTALES: CRITERES D'ELABORATION DES CARTES LISSEES

La première étape fut consacrée au recensement, sans double compte, des cartes postales vendues dans les hôtels, les bureaux de poste situés dans les secteurs touristiques, les librairies principales, les magasins d'artisanat et à proximité des monuments -plus de 90 % des cartes postales en vente ont été prises en compte.

Les 86 cartes postales ont ensuite été classées par type (10 catégories) et par "grande" zone géographique (la ville a été découpée en cinq secteurs relativement homogènes¹).

Enfin, la carte lissée a été élaborée après avoir déterminé des règles qui diffèrent en fonction de la localisation et de l'angle de prise de vue de chacune des cartes postales.

1. Cartes postales concentrées géographiquement -81,4 % des photographies concernent le Centre Historique, la Zone de Transition et une grande partie du quartier Mariscal Sucre.

- Niveau 1: des cartes postales sont localisées dans l'îlot considéré et/ou dans les îlots adjacents.

"Poids" A_{c1} affecté à l'îlot $c_1 = x_c + (x_1 + \dots + x_n)/2$ où x_c = nombre de cartes postales localisées dans l'îlot et x_1, \dots, x_n = nombre de cartes postales localisées dans les îlots entourant l'îlot c_1 . Le même calcul a été réalisé pour les îlots c_2, \dots, c_n .

- Niveau 2: aucune carte postale n'est localisée dans l'îlot considéré ou dans les îlots adjacents.

$A_c = (A_1 + \dots + A_n)/2$ où A_1, \dots, A_n = "poids" des îlots entourant l'îlot A_c (A ne peut pas être inférieur à 0,5).

Les mêmes règles ont été suivies pour élaborer la carte lissée des sièges bancaires.

2. Cartes postales isolées -elles ont été recensées dans une partie du quartier Mariscal Sucre et dans l'ensemble de la Zone Nord: deux cercles de 1 cm et 1,5 cm de diamètre (échelle 1/15 000) ont été tracés autour du point de prise de vue ("poids" respectif: 1 et 0,5).

3. Vues panoramiques -toutes les zones géographiques sont concernées: un rectangle prenant en compte le secteur photographié a été tracé. Aux premier et second plans ont été affectés les "poids" respectifs de 1 et 0,5.

IMAGE RELIGIEUSE ET MONUMENTALE: QUITO, PATRIMOINE CULTUREL DE L'HUMANITE

La carte lissée permet de dégager les deux traits les plus représentatifs de l'image quiténienne qui est proposée aux touristes nationaux et internationaux.

D'une part, 69,8 % des cartes postales vendues dans la capitale concernent la ville construite entre le XVI^{ème} siècle et le début du XX^{ème} (le secteur "colonial" rassemble 57,0 % des cartes et la Zone de Transition, dont l'extrémité nord marque la limite entre la "vieille ville" et la "ville moderne", en regroupe 12,8 %); la représentation cartographique permet d'isoler une large tache nord/sud, centrée sur la place de l'Indépendance -la traditionnelle place d'Armes de la colonisation espagnole autour de laquelle étaient concentrés les pouvoirs politique, administratif et religieux; l'intensité du phénomène diminue lorsque l'on s'éloigne du Centre Historique. D'autre part, quelques taches, correspondant à des cartes postales isolées, sont dispersées dans le quartier Mariscal Sucre et dans la Zone Nord², qui rassemblent respectivement 11,6 % et 17,4 % des cartes postales recensées.

De multiples raisons expliquent la localisation de la tache principale centrée sur le périmètre historique: le poids de l'histoire et de la conquête espagnole; l'intérêt architectural des édifices religieux bâtis par les Espagnols; la renommée, à l'échelle latino-américaine, de l'"école quiténienne" qui adapta les tendances picturales et sculpturales espagnoles du XVI^{ème} siècle et influença les autres pays latino-américains au XVII^{ème} siècle; la promotion du Centre Historique de Quito par l'UNESCO, en 1978, au rang de Patrimoine Culturel de l'Humanité; etc.

Contrairement à de nombreuses villes latino-américaines nées de la conquête espagnole, le Centre Historique de Quito, bien qu'affecté depuis quelques décennies par des problèmes inhérents à la croissance spatiale et démographique et aux profondes mutations socio-économiques de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, se caractérise par la cohérence et la continuité architecturale à travers le temps et par la préservation de la plupart des édifices construits pendant la colonisation, malgré les catastrophes naturelles qui ont périodiquement affecté la capitale (éruptions volcaniques et tremblements de terre³).

Le modèle urbain des villes de la colonisation espagnole a été appliqué en 1534, année de la fondation de Quito. A l'origine, la ville occupait une superficie de 63 ha, dont 20 étaient affectés aux édifices religieux ou aux constructions dépendant des congrégations, 17 aux activités résidentielles, commerciales et de services et 26 à la voirie. L'architecture religieuse fut l'une des expressions de la période hispanique -construction de nombreuses églises et chapelles (environ 45), de monastères, d'infrastructures d'éducation et de santé,...- puisque l'évêché de Quito fut créé avant que la ville ne devienne le siège de la *Real Audiencia* en 1563.

Les constructions résidentielles et civiles des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles ont toujours respecté l'homogénéité architecturale du Centre Historique et se sont parfaitement intégrées au paysage urbain (Palais Présidentiel, ministères, Ecole Polytechnique, théâtre,...). En outre, la croissance spatiale et démographique resta modérée jusqu'à la fin de la première moitié du XX^{ème} siècle et les bâtiments construits depuis 1950 n'ont pas profondément bouleversé l'unité architecturale du Centre Historique.

Actuellement, l'Equateur est un pays dont le poids touristique est relativement peu important, contrairement à celui d'autres nations latino-américaines. Les îles Galapagos constituent l'un des attraits principaux de l'Equateur aux yeux de nombreux touristes nord-américains et européens; en général, ceux-ci vont acheter les productions de l'artisanat local au marché d'Otavallo (100 km au nord de la capitale), excursionnent jusqu'à Riohamba (160 km au sud de Quito) par l'"avenue des volcans" et visitent Quito et ses alentours (le monument de la *Mitad del Mundo*).

Les circuits organisés à l'intérieur de la ville (le même itinéraire est suivi par les touristes visitant la capitale sans guide) privilégient le Centre Historique: le secteur "colonial", deux églises, une rue "typique" et le Panecillo -colline dominant le centre. Dans le quartier Mariscal Sucre et la Zone Nord, les touristes parcourent l'avenue Amazonas, les "Champs-Élysées" quiténiens, et traversent les quartiers résidentiels et commerciaux qui bordent le parc de la Carolina⁴.

Les cartes postales en vente dans la capitale privilégient donc ces aspects religieux (36,1 %), monumental (12,8 %) et panoramique (11,6 %)⁵. Quel que soit le secteur géographique considéré, les éléments les plus représentés sur les cartes postales sont les édifices religieux et les monuments -51,0 % dans le Centre Historique, 28,1 % dans la Zone de transition, 40,0 % dans le quartier Mariscal Sucre et 60,0 % dans la Zone Nord⁶.

Le facteur religieux, qui a profondément marqué l'Equateur au moment de la conquête, reste fondamental. En effet, si les églises du Centre Historique et de la Zone de Transition sont des chefs-d'œuvre architecturaux, ce n'est pas le cas des édifices religieux de la Zone Nord; or, les sept taches isolées, localisées dans ce secteur sur la carte lissée, correspondent à une vue panoramique du parc de la Carolina, à des photographies de deux ronds-points au centre desquels ont été élevées des statues, d'un hôtel bâti dans les années cinquante et d'un axe de circulation à six voies et à trois photographies de deux églises d'architecture contemporaine.

Il est nécessaire de souligner le paradoxe suivant: le Centre Historique rassemble les édifices religieux et civils qui "doivent être vus"; la "ville moderne" concentre les fonctions de loisir et d'hébergement.

TRADITION ET MODERNITE: DICHOTOMIE SYMBOLIQUE

Cette représentation cartographique d'un élément spatialisé original, met en évidence, non seulement les attraits touristiques de la capitale, mais encore les disparités de la croissance urbaine et les mécanismes de ségrégation spatiale, fonctionnelle et résidentielle. En effet, le centre se comporte aujourd'hui comme une "charnière historique" entre les deux zones géographiques "modernes": d'une part, le nord, qui accueille les catégories aisées de la population qui ont quitté le Centre Historique par sauts successifs à partir des années vingt et les fonctions de décision privées et publiques qui ont délaissé le centre à partir des années soixante; d'autre part, le sud, sans aucune fonction de décision, qui rassemble les catégories moyennes et populaires de la population⁷. Cette ségrégation spatiale se lit nettement sur les cartes lissées: les larges taches orientées nord/sud, l'une centrée sur la Zone de Transition -pouvoir de décision bancaire-, l'autre sur le Centre Historique -localisation des cartes postales-, s'étendent exclusivement vers le nord de la capitale.

Jusqu'au début des années soixante, les sites touristiques, les fonctions de décision et les indispensables activités liées au tourisme (hôtels, restaurants, magasins d'artisanat, agences de voyages,...) se superposaient dans le Centre Historique .

Si les activités publiques et privées migrent vers le nord à partir de 1960, ce phénomène s'accroît dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Aujourd'hui, on observe donc, une délocalisation des pouvoirs de décision et des services étroitement liés au tourisme; si le Centre Historique rassemble toujours "ce qu'il faut voir", le quartier Mariscal Sucre et la Zone Nord rassemblent les lieux où l'on décide, où l'on dort, où l'on se restaure, où l'on achète et où l'on se divertit.

Les abords du périmètre historique se dégradent -taudification, dégradation et subdivision des immeubles autrefois occupés par les catégories aisées- et le Centre Historique se heurte à des problèmes structurels: concentration de strates défavorisées de la population; dynamisme commercial mal contrôlé par les pouvoirs publics (le Centre Historique qui regroupe la majorité des activités "informelles" devient le centre commercial des catégories populaires vivant dans la Zone Sud -les habitants de la Zone Nord disposent de leurs "propres" infrastructures commerciales qui sont adaptées à leurs ressources); spéculation sur les édifices dégradés; tracé originel de la voirie qui n'est plus adapté au trafic motorisé actuel (toutes les lignes de transport public intra-urbain traversent le Centre Historique, zone de passage "obligée" des autobus reliant le nord au sud de la capitale).

Ces problèmes, à l'origine du relatif déclin fonctionnel du Centre Historique, se sont aggravés à partir de 1972: en effet, la mise en exploitation des gisements pétroliers a provoqué de profonds bouleversements socio-économiques et a entraîné, la croissance du rôle de l'Etat, qui disposait de ressources financières accrues dans les années soixante-dix, l'accélération des transferts fonctionnels et l'extension de la superficie urbanisée de la capitale.

Les conséquences touristiques de ces mutations sont fondamentales. Le quartier Mariscal Sucre, essentiellement, et la Zone Nord, dans une moindre mesure, accueillent les sièges des compagnies aériennes, les agences de voyages, les restaurants, les bars, les discothèques, les magasins d'artisanat et les hôtels de luxe⁸. Les hôtels du Centre Historique ne sont plus adaptés aux conditions touristiques modernes -infrastructures insuffisantes pour accueillir les congrès et héberger les touristes aisés, absence d'aires de stationnement, architecture intérieure vieillotte,...-, sont éloignés des lieux de restauration et de distraction, et sont desservis par les processus de détérioration qui affectent ses abords et par l'atmosphère d'"insécurité", réelle ou supposée, qui est soulignée par l'ensemble de la presse.

La rupture, qui se lit aisément sur les cartes et le graphique -migration des activités centrales toujours plus au nord de la capitale⁹ et concentration dans le Centre Historique des sites touristiques- est donc achevée. La carte de la localisation des cartes postales en vente à Quito n'est que l'un des éléments explicatifs des processus de déplacement des aires de centralité, étroitement liés aux impératifs de l'économie moderne et à la croissance spatiale et démographique qui s'est accélérée à partir du "boom" pétrolier.

Une question, à laquelle nous ne pouvons pas apporter d'éléments de réponse, mérite d'être posée: l'image de la "modernité quiténienne" s'étant affirmée à partir de 1972, pour quelles raisons les cartes postales représentant des éléments urbains des années soixante-dix et quatre-vingt sont-elles si peu nombreuses? En effet, si l'attrait touristique de Quito reste le Centre Historique, il est rare qu'une capitale ne cherche pas à dynamiser son image par la représentation d'édifices d'architecture contemporaine ou de vues panoramiques du quartier des affaires; or, bien qu'ils ne puissent ni ne doivent rivaliser avec les édifices historiques, certains bâtiments, publics ou privés,

sont très représentatifs des tendances architecturales post-modernes, non seulement "importées" des pays industrialisés, mais encore adaptées au milieu géographique local et aux matériaux de construction "traditionnels" (ladrillo¹⁰, bois, etc.).

* GODARD, H.R., géographe, ORSTOM Quito;
VEGA, J., ingénieur géographe, Instituto Geográfico Militar (IGM), Quito.

BIBLIOGRAPHIE

- ACHIG, L. -*El proceso urbano de Quito*.- Quito, CIUDAD, 1983, 107 p.
- GODARD, H.R. -Gestión del espacio urbano y sector privado: el caso de la banca quiteña (1950/1987).- *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines (IFEA)*, Lima (17) 1, 1988, pp. 103-122.
- GOMEZ, N. -*Quito y su desarrollo urbano*.- Quito, Editorial Camino, 1980, 180 p.
- GONZALEZ de VALCARCEL, J.M. -*Restauración monumental y "puesta en valor" de las ciudades americanas*.- Madrid, Editorial Blume, 1977, 175 p.

Quito, septembre 1988

¹ Fonctionnellement, la capitale peut être divisée en cinq secteurs géographiques: la Zone Sud qui ne rassemble aucune fonction de décision; le Centre Historique qui concentrait jusque vers 1950 l'ensemble des activités publiques et privées; le quartier Mariscal Sucre, qui accueille depuis 1970 les activités appartenant au tertiaire supérieur qui ont quitté le centre; la Zone de Transition qui est intégrée fonctionnellement au quartier Mariscal Sucre; la Zone Nord, à l'extrémité du parc de la Carolina, qui tend à devenir, depuis quelques années, le nouveau centre directionnel.

² Les données statistiques se rapportent à la Zone nord "élargie"; en effet, si 15 cartes postales représentent des éléments caractéristiques du paysage urbain de la Zone Nord, 3 sont des vues du Pichincha -volcan actif dominant la capitale à l'ouest- et 2 représentent le monument équatorial (la *Mitad del Mundo*) situé à une quinzaine de kilomètres au nord du parc de la Carolina.

³ Le tremblement de terre du 5 mars 1986 a endommagé certains édifices religieux de la période hispanique; ils sont peu à peu remis en état par l'Etat et les organisations internationales.

⁴ Un plan touristique sommaire, distribué par les agences de voyages, limite la capitale au secteur que nous avons considéré comme central; celui-ci est compris entre le Panecillo au sud et le parc de la Carolina au nord. 19 dessins accompagnent ce plan: 15 représentent des églises et des monastères, 2 des rues caractéristiques de la période hispanique et 2 des éléments symbolisant les pouvoirs politique et financier (le Palais Présidentiel et la Banque Centrale). Aucun élément du paysage urbain des Zones Sud et Nord et du quartier Mariscal Sucre n'est représenté; l'édifice de la Banque Centrale, situé à l'extrémité sud de la Zone de Transition, est l'élément le plus éloigné du Centre Historique.

⁵ Les autres cartes postales présentent des paysages naturels, des parcs, des places, des rues et des édifices privés ou publics.

⁶ L'unique carte postale de la Zone Sud représente la statue d'E. ALFARO, Président de la République au début du XXème siècle.

⁷ Ce schéma ségréatif de l'espace urbain est grossier; mais alors que certains secteurs de la Zone Nord sont occupés par de vastes quartiers populaires, la Zone Sud n'abrite aucun quartier résidentiel aisé et ses infrastructures et équipements sont déficients.

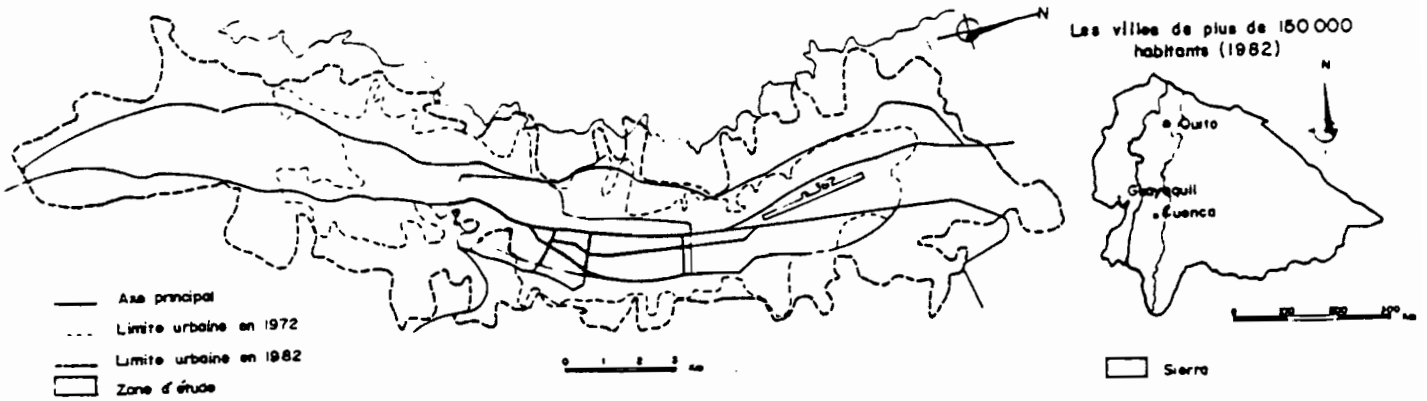
⁸ De nombreux magasins d'artisanat et d'agences de voyages se sont d'abord installés dans le Centre Historique; aujourd'hui, quand ils n'ont pas été transférés dans le quartier Mariscal Sucre, un second magasin ou un autre bureau a été ouvert dans ce quartier.

La revue *Tiempo Libre*, l'*Officiel des Spectacles* quiténien, recense 110 restaurants; 8,2 % sont rassemblés dans le Centre Historique et la Zone de Transition, 66,4 % dans le quartier Mariscal Sucre, 24,5 % dans la Zone Nord et 0,9 % dans la Zone Sud.

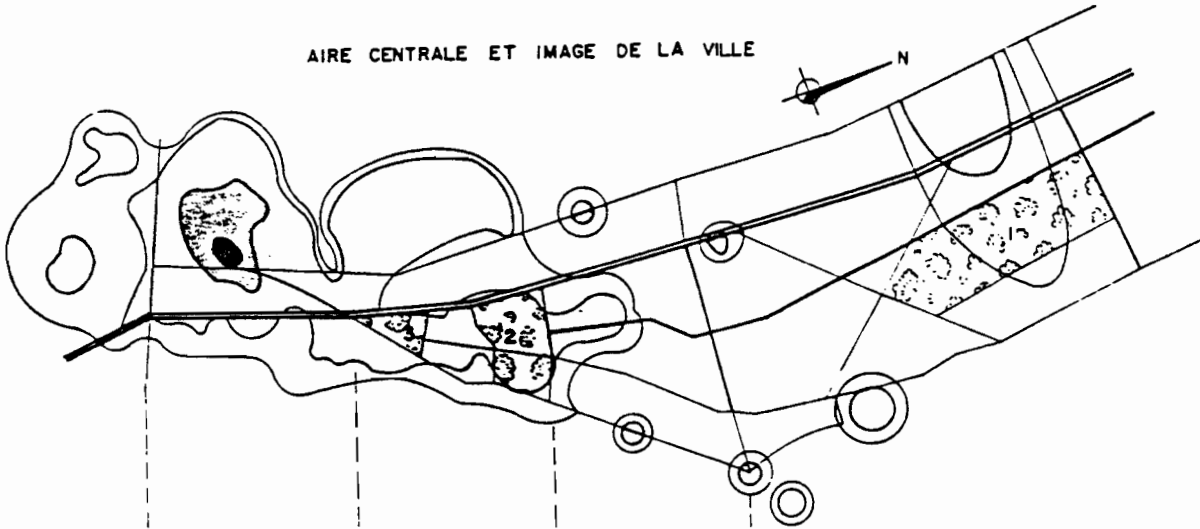
⁹ L'extrémité nord du parc de la Carolina tend à accueillir depuis quelques années les sièges bancaires.

¹⁰ *Ladrillo*: petite brique.

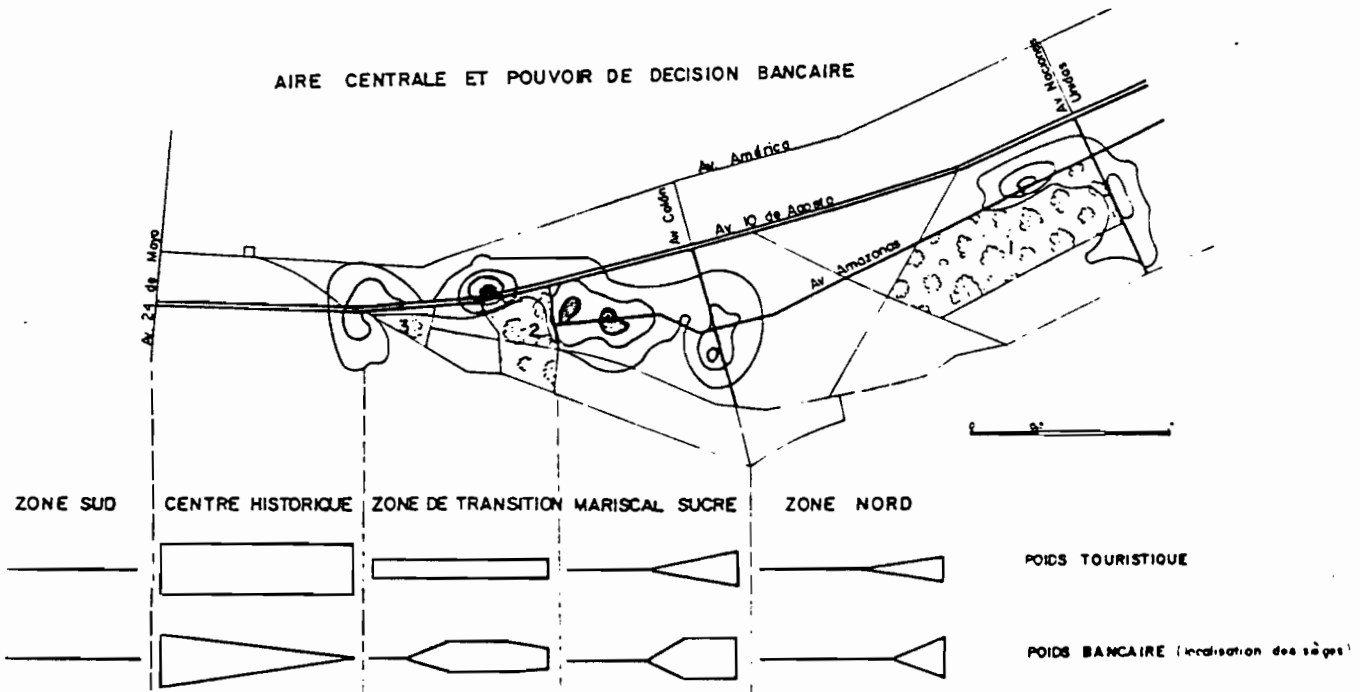
SITUATION DE QUITO ET LOCALISATION DE LA ZONE D' ETUDE



AIRE CENTRALE ET IMAGE DE LA VILLE



AIRE CENTRALE ET POUVOIR DE DECISION BANCAIRE



Ce schéma vise à exprimer les tendances et les dynamiques depuis les années cinquante. La largeur des flèches n'est qu'indicative (l'autre dimension est le relief et ses données statistiques). Le poids touristique ne prend en compte que l'aspect cartes postales: le quartier Mariscal Sucre, qui rassemble la plupart des hôtels, des restaurants, des discothèques, est donc "sous-représenté".

- La Panaméricaine, "colonne vertébrale" de la capitale
- Axe fonctionnel
- Axe de passage

- [] Parc 1 La Carolina
- [] 2 El Ejido
- [] 3 Le Alameda

- "POIDS" TOURISTIQUE
- [] 0,5 < 1
 - [] 1 < 5
 - [] 5 < 9
 - [] > 9

- "POIDS" BANCAIRE
- [] 0,5 < 1
 - [] 1 < 2
 - [] 2 < 3
 - [] > 3

but d'amasser l'argent versé par les nombreux affiliés auxquels on promet les terres à bas prix, les infrastructures de base, les services,...; ces coopératives, bien souvent dirigées par des spéculateurs qui sont "aidés" par des avocats d'une honnêteté douteuse, disposent parfois d'un nombre de lots à distribuer inférieur au nombre d'adhérents.

Il s'agit souvent de terres rurales qui ne sont pas encore intégrées au périmètre urbain défini par la municipalité; la construction y est donc théoriquement interdite et la superficie des terrains, soi-disant destinés à la culture et contrôlés par l'*Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y de Colonización* (IERAC), doit être comprise entre 200 et 2 000 m². Ces lots, en réalité destinés à un usage résidentiel, sont vendus illégalement mais les spéculateurs promettent aux acheteurs l'obtention rapide des titres de propriété. Ces ventes n'étant pas reconnues juridiquement -il s'agit de terres situées en dehors des limites urbaines et/ou au-dessus de la cote d'eau-, les occupants sont donc bien souvent dans une situation difficile. Une enquête menée par le Centre de Recherche CIUDAD dans huit quartiers populaires fait état des chiffres suivants: 26,6 % des "propriétaires" ne disposent pas des titres de propriété et 33,0 % d'entre eux effectuent les démarches administratives pour tenter de les obtenir... mais avec de faux documents (promesse de vente, certificat n'ayant aucune valeur juridique,...)¹⁴.

A Quito comme à Guayaquil, les autorités municipales peuvent promulguer un décret légalisant les terres dans un secteur géographique déterminé de l'agglomération, lorsque celui-ci est pourvu d'un minimum d'infrastructures de base.

Les invasions sont encore rares dans la capitale¹⁵. Entre autres raisons, on peut citer: l'absence de lois prévoyant la location des terres municipales, les caractéristiques sociales des vagues migratoires qui ont touché plus tardivement la capitale que le port principal et l'absence d'un mouvement populiste aussi puissant qu'à Guayaquil. Les récentes invasions dans la capitale marquent-elles le rejet du système traditionnel d'achat/vente du sol urbain? Assiste-t-on à une relative saturation de l'aire métropolitaine?

En fait, depuis 1985, aucune nouvelle invasion n'a eu lieu dans la capitale. La situation urbaine est-elle plus dramatique à Guayaquil qu'à Quito? L'acuité de la crise économique actuelle, entraîne-t-elle la reprise des migrations vers les centres urbains de la *Costa* en général et du port principal en particulier qui a toujours été considéré comme une "terre d'accueil"? Il est actuellement difficile d'avancer des éléments permettant de confirmer ou d'infirmer ces hypothèses.

Si l'organisation populaire est un élément ancien de la vie urbaine quiténienne, les années soixante-dix se caractérisent par une croissance quantitative sans précédent de ce type d'organisation.

2.2. Organisations populaires et "conscience" politique

Dans les années soixante-dix, les mutations économiques, la crise agraire et la "timide" reconquête du Centre Historique ont entraîné d'importantes migrations de ruraux, de citoyens provinciaux et de Quiténiens expulsés du centre vers les quartiers taudifiés qui l'entourent ou vers les quartiers populaires géographiquement périphériques. Le déficit annuel d'habitations passe de 2 731 en 1964 à 5 000 en 1974 et le déficit cumulé atteint 39 900 en 1974¹⁶.

Avant 1970, les locataires des immeubles taudifiés du centre ville entretenaient des relations "personnelles" avec les propriétaires. Le niveau d'organisation était faible et les revendications étaient dispersées. La croissance des quartiers populaires d'extension récente, à partir de 1970, va rompre ces liens "privilégiés" propriétaires/locataires, entraîner la croissance rapide des organisations de quartier et renforcer le sentiment de solidarité.

Les études, produites par le Centre de Recherche CIUDAD et J. GARCIA, présentent des données statistiques qui mettent en évidence la croissance quantitative des organisations populaires.

doivent être approuvés par le Ministère du Bien-Etre Social qui leur concède la personnalité juridique.

¹⁴ CIUDAD, (06), 1983, p. 133. La plupart des données relatives aux mécanismes d'accès au sol urbain sont extraites de cet ouvrage (pp. 124-184).

¹⁵ Le Comité de Lucha de los Pobres et la Coopérative Pisulí sont les deux coopératives d'importance qui se soient appropriées le sol par invasion. Les terrains occupés sont excentrés et mal reliés aux zones d'emploi.

En 1980/81, 600 personnes s'unissent et fondent la Coopérative J. MONTALVO qui est légalisée sous le nom de Cooperativa de Lucha de los Pobres. Après de longues discussions avec les propriétaires d'une *hacienda*, qui occupe une superficie de 120 ha dont 6 seulement sont cultivés, il semble qu'un accord puisse être conclu entre les membres de la coopérative et les propriétaires. Mais au dernier moment, les propriétaires refusent de vendre l'*hacienda* au prix préalablement fixé d'un commun accord. Les familles envahissent alors la propriété. En 1985, plus de 20 000 personnes occupaient ces terres dont les pentes peuvent atteindre 30 %.

En novembre 1983, un groupe de familles envahit une *hacienda* appartenant au Ministère de la Santé Publique à Pisulí. En 1988, les terres ne sont toujours pas légalisées, en raison d'affrontements extrêmement violents entre deux coopératives rivales -lutte pour l'occupation des lots et l'accession à la propriété- et de la position floue du gouvernement. En 1985, environ 10 000 personnes vivaient sur cette *hacienda*.

En septembre 1985, la Précoopérative Patrimonio Familiar envahit des terrains, proches du centre, qui appartiendraient à la municipalité. Quelques jours après l'invasion, les forces de l'ordre brûlent les cabanes et évacuent la population. Le déguerpissement fut ordonné par le Premier Ministre à la demande du Maire. La municipalité souhaite faire respecter la "légalité" et empêcher toute nouvelle invasion afin de garder le contrôle de l'extension spatiale de l'aire métropolitaine. L'appui des habitants des quartiers populaires vivant à proximité des terrains envahis -ils ont manifesté (volontairement?) leur opposition à cette invasion en brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: "Nous ne voulons pas de Guasmos à Quito"- et l'absence de toute infrastructure dans ce secteur de la ville ont légitimé l'intervention des forces de l'ordre.

¹⁶ CARRION, D., (04), 1979, p. 69.

ORGANISATIONS POPULAIRES LEGALISEES¹⁷

	1950/59	1960/69	1970/79	1980/82	TOTAL
Ensemble du pays	16	75	295	289	675
Province du Pichincha	6	21	62	94	183
Province du Guavas	1	12	70	32	115

Les années quatre-vingt sont marquées par l'accélération de la croissance quantitative des organisations populaires, par la consolidation de celles qui existent et par la naissance de mouvements plus larges et bien structurés -croissance qualitative des mouvements populaires.

Si le nombre des organisations de base s'accroît -34 % des organisations populaires du Pichincha (province de Quito) ont été légalisées entre 1970 et 1979 et 51 % entre 1980 et 1982; le nombre d'organisations légalisées dans le pays entre 1970 et 1979 est presque aussi important qu'entre 1980 et 1982-, un nouveau type de mouvement apparaît. Il s'agit d'Unions, de Fédérations, d'Associations,... réunissant plusieurs organisations de base. Ces nouveaux acteurs urbains rassemblent tout ou partie des quartiers d'un secteur de l'agglomération et leur pouvoir mobilisateur ne peut plus être négligé par l'Etat.

De profondes différences existent entre les *organizaciones barriales* et les *organizaciones pro-vivienda*¹⁸, les deux grands types d'organisations populaires de base quiténiennes (structure interne, composition sociale, relations avec l'Etat et les partis politiques, revendications et moyens mis en œuvre pour obtenir satisfaction).

Les *organizaciones barriales* sont anciennes -apparues dans les années quarante, elles ont été utilisées par la CFP-, traditionnelles et représentent les propriétaires des quartiers consolidés (la plupart des chefs de famille qui y sont affiliés sont nés à Quito). Ce n'est pas le cas des *organizaciones pro-vivienda* qui sont récentes et constituées d'habitants luttant pour faire valoir leur droit à la possession d'un lot et d'une unité d'habitation; les plus dynamiques sont nées au moment des invasions de terres et la population participe activement à la vie communautaire et sociale. Ces organisations sont très structurées et souvent liées à un parti politique de gauche (A2; A3).

Avec le temps, l'*organización barrial* devient bien souvent une affaire de propriétaires installés depuis de nombreuses années. On assiste donc, comme dans certains quartiers de Guayaquil, à un affaiblissement de la participation populaire et du dynamisme de l'organisation (A2).

L'origine des *organizaciones barriales* est très variée. Les habitants s'unissent parfois pour lutter contre les actions entreprises par les pouvoirs publics ou les propriétaires (espaces verts ou aires récréatives protégés qui sont vendus afin d'être lotis; promesse de réalisation d'infrastructures qui n'est pas tenue; lotissement, réalisé par le BEV ou l'IESS, qui est soumis à des inondations ou à des glissements de terrain). Les habitants peuvent aussi s'unir pour faire pression sur les propriétaires qui ne respectent pas leurs engagements (infrastructures promises... sur les plans, "titres de propriété" sans valeur légale, etc.)¹⁹.

Les *organizaciones pro-vivienda* naissent des nécessités immédiates des plus démunis qui tentent de pallier les carences de la politique de l'Etat en matière d'habitat.

La crise économique et le retour à un régime démocratique se caractérisent par un changement des relations entre l'Etat et les organisations populaires.

Les possibilités d'entente sont élargies -avant 1979, la dictature militaire ne reconnaissait pas officiellement l'existence des quartiers populaires- et l'union d'organisations de base au sein d'une fédération permet aux mouvements populaires de faire pression plus efficacement sur les pouvoirs publics. Les revendications dépassent alors le cadre des demandes traditionnelles à court terme. C'est le cas de la *Federación de Barrios Populares del Nor-Occidente* qui a présenté devant le Parlement une pétition s'opposant au *Plan Quito*. Cette Fédération est née de l'opposition des habitants du nord-ouest de la capitale face à la réglementation de la "ceinture verte" proposée par ce Plan. En effet, la municipalité considérait que la croissance urbaine était responsable des glissements de terrain affectant la zone nord-ouest de Quito; il était donc "indispensable" de chasser les habitants et de les relocaliser ailleurs. Les marches de protestation, les pétitions et l'activisme populaire -organisés par la Fédération- firent reculer les autorités.

Les organisations populaires centralisées (unions, fédérations,...) ont présenté 42 pétitions, revendications, etc. aux institutions gouvernementales en 1984: 25 (60 %) ont été acceptées et 17 (40%) ont été rejetées.

Si l'élargissement des revendications de ces fédérations n'est plus à démontrer, ces vastes mouvements restent encore fragiles et sont parfois éphémères.

Si les organisations populaires quiténiennes paraissent plus structurées et plus politisées que celles de Guayaquil, la plupart des habitants sont conscients du peu d'intérêt que leur portent les partis politiques (A3). Les chiffres recueillis par M. ESPINOZA à partir d'une enquête menée auprès de 80 chefs de famille de la Tola, quartier po-

¹⁷ CIUDAD, (07), 1985, annexe I; GARCIA, J., (09), 1985, p. 94.

¹⁸ *Organización barrial*: comité œuvrant pour l'amélioration d'un quartier ou d'un groupe de quartiers.

Organización pro-vivienda: comité dont les objectifs principaux sont la légalisation des terres et l'accès au logement.

¹⁹ GARCIA, J., (00), 1985, pp. 83-86.

pulaire proche du Centre Historique, expriment la désillusion de la population²⁰.

Il semble que les dirigeants des *organizaciones pro-vivienda* fassent plus confiance aux partis politiques que les leaders des *organizaciones barriales*. En effet, ces derniers estiment que l'appui d'un parti peut être néfaste et conduire à la dissolution de l'organisation en raison du remplacement du leader initial par un militant; quant aux dirigeants des *organizaciones pro-vivienda*, ils sont en général soutenus par un parti de gauche.

Si la population n'a qu'une confiance limitée dans les partis politiques, ceux-ci constituent souvent un moyen efficace pour négocier avec les pouvoirs publics la légalisation des lots, la réalisation d'infrastructures, la construction d'équipements,...

Les orientations générales des politiques de planification "appliquées" par le gouvernement central et les autorités municipales dans les deux métropoles ne sont pas étrangères à la détérioration des conditions de vie de la majorité des habitants; la population et les organisations populaires tentent de pallier l'incurie des pouvoirs établis.

3. ETAT, POLITIQUES URBAINES ET CATEGORIES POPULAIRES

3.1. Planification et ségrégation spatiale et résidentielle

Une fois encore, la situation est très différente dans les deux agglomérations. A la planification "logique" de la capitale, qui a accentué la ségrégation spatiale, s'oppose l'incohérence et l'irrationalité des actions ponctuelles entreprises à Guayaquil. Dans les deux métropoles, les pouvoirs publics ont favorisé la circulation automobile au détriment des transports publics, renforçant ainsi les tendances ségrégationnistes (construction d'échangeurs, de ponts et de voies rapides). Guayaquil "comble" rapidement son retard en ce domaine sur Quito; L. FEBRES CORDERO, originaire du port principal, a entrepris de grands travaux de voirie depuis 1984.

A partir des années trente, la superficie occupée par la capitale s'accroît par intégration au périmètre urbain de propriétés rurales situées au nord de la ville. Les espaces agricoles sont lotis de manière incontrôlée, la municipalité elle-même faisant l'acquisition de terrains de façon désordonnée. La spéculation dans la partie nord de la capitale empêche les familles ne disposant que de revenus modestes d'accéder au marché du logement dans cette zone en plein essor. L'ensemble des Plans Régulateurs et des Schémas Directeurs élaborés par les autorités municipales affirment le caractère ségrégatif de l'espace urbain. Le Plan présenté en 1942 par J. ODRIOZOLA zonifie la ville en quatre secteurs bien individualisés; la zone industrielle et ouvrière au sud, le Centre Historique, la zone résidentielle aisée au nord et la zone "mixte" située entre le centre et les quartiers nord. Le *Plan Director de Quito*, présenté en 1967, et le *Plan del Area Metropolitana de Quito* réalisé au début des années soixante-dix, consolident la ségrégation spatiale de l'espace. En 1980, la publication du *Plan Quito* affirme une fois encore la ségrégation résidentielle.

"A Quito, il n'existe aucun instrument de planification urbaine destiné à la collectivité..., qui permette de doter les quartiers populaires d'infrastructures de base, de services, d'équipements, etc."²¹.

A Guayaquil, les plans élaborés furent toujours flous et peu cohérents et n'ont jamais été appliqués. Bien qu'inachevé, le *Plan General Urbano* de 1966/1967 reste une référence et "guide" le développement actuel du port principal. Le *Pre-Plan General Urbano* de 1972 et l'*Esquema de División de Distritos de Planificación y Estructural Vial* de 1973/1974, ainsi que le *Primer Proyecto de Desarrollo de Guayaquil*, élaboré en 1978, ne corrigent pas les lacunes des plans précédents.

La politique de planification menée dans les deux métropoles fut, et reste, au mieux ségrégative et au pire inexistante; les catégories populaires doivent donc s'organiser et compter sur leurs propres forces, l'Etat et les municipalités n'intervenant que ponctuellement.

3.2. Organismes publics et actions entreprises "en faveur" des plus démunis

Face au déficit croissant du stock d'habitat, les organismes d'Etat ont tourné leurs efforts vers les couches solvables de la population (catégories moyennes)²². A Guayaquil, 23,6 % des habitations furent construites ou financées

20

PARTIS REPRESENTANT LE MIEUX LES INTERETS DES CATEGORIES POPULAIRES		EVALUATION DES PARTIS DE GAUCHE	
Aucun	45,35 %	Défendent les intérêts des catégories populaires	39,39 %
Centre	33,33 %		
Gauche	13,64 %	Ne défendent pas les intérêts des catégories populaires	60,61 %
Droite	4,65 %		
Autres	3,03 %		

ESPINOZA, M, (08), 1983, pp. 160-167.

21 TORRES, V., (16), 1983, p. 128.

22 Si en 1976, 30 % des familles guayaquiléniennes étaient dans l'incapacité financière d'accéder au programme Pradera I (BEV), en 1979, 39 % des ménages étaient écartés de la troisième tranche de ce lotissement (AGUIRRE, R., (01), 1984, p. 96. En 1984, le m² construit dans le cadre du programme los Sauces coûtait 72 200 Sucres; le prix des maisons

||

par l'Etat, 10,0 % par le secteur privé et 66,4 % par le secteur "informel" -dans le cadre de l'autoconstruction- entre 1974 et 1977²³.

Les plus démunis, qui sont dans l'incapacité financière d'accéder aux programmes d'habitat réalisés par le BEV et l'IESS, ont donc dû s'organiser pour tenter de résoudre par leurs propres moyens le problème du logement qui les affecte.

Le gouvernement central, poursuivant une politique clientéliste, réalise certaines infrastructures, construit quelques équipements, entreprend des campagnes de vaccination et règlemente le prix des produits alimentaires de base par l'intermédiaire de l'*Empresa Nacional de Productos Vitales* (ENPROVIT). La municipalité de Guayaquil remblaie, contrôle la vente de l'eau et légalise des terres envahies²⁴. Mais, dans la réalité des faits, les pouvoirs publics n'entreprennent aucune action d'envergure pour tenter d'apporter une solution, même partielle, au problème du logement.

Les mécanismes d'accès à la propriété, les stratégies et l'évolution des organisations populaires, les liens entre ces organisations et les partis politiques et les pouvoirs publics sont très différents dans les deux agglomérations. Ces divergences sont en partie dues aux oppositions géographiques, sociales et économiques.

Après avoir dégagé les tendances générales des mécanismes d'occupation du sol et l'évolution des organisations populaires, il est nécessaire d'insister sur leurs dynamiques à partir de l'étude de huit quartiers populaires²⁵.

4. LES DYNAMIQUES DES ORGANISATIONS POPULAIRES

Les problèmes prioritaires auxquels se heurtent les habitants et le rôle des organisations populaires ne sont pas statiques; les problèmes "évoluent" en fonction de l'âge du quartier et le dynamisme des organisations est étroitement lié aux mécanismes de consolidation.

4.1. Les problèmes prioritaires à résoudre (A4)

Dans la plupart des zones d'étude, la déficience des infrastructures est le problème le plus préoccupant. Dans les quartiers les plus anciens -les centres taudifiés et la Ferroviaria-, la population met en avant le problème du ramassage des ordures; en effet, ces quartiers sont pourvus des infrastructures de base, bien que la situation à l'intérieur des immeubles subdivisés soit préoccupante²⁶. Dans les quartiers consolidés ou en voie de consolidation -Mapasingue, le Comité del Pueblo et le Guasmo central-, les difficultés d'approvisionnement en eau potable, le mauvais état des axes de pénétration (ces deux problèmes sont étroitement liés puisque le passage des camions-citerne dépend de l'état des voies) et l'absence de réseau d'égout sont les problèmes prioritaires à résoudre. Quant aux habitants des quartiers les plus jeunes -le Comité de Lucha de los Pobres et les Lomas de Mapasingue-, ils mettent en avant l'absence d'électricité; dans quelques années, les problèmes prioritaires seront différents puisque le réseau électrique est installé par l'Etat peu de temps après l'occupation des terres (facilité d'installation et coût relativement faible).

Plus de 50 % des habitants des quartiers les plus anciens considèrent que le problème de l'insécurité est plus grave que celui qui touche à la déficience des infrastructures et des services. Ces résultats sont surprenants; d'une part, le pourcentage des ménages disposant d'une prise d'eau à l'intérieur de l'habitation ou d'une latrine indépendante est inférieur à celui des familles installées dans les quartiers plus récents, d'autre part, la presse fait circuler l'idée que les quartiers en voie de consolidation (le Guasmo, par exemple) ou non consolidés (le Comité de Lucha de los Pobres ou Pisulí) sont les plus "dangereux". Il est toutefois nécessaire de nuancer les données statistiques issues des enquêtes; en effet, la population des quartiers anciens se plaint essentiellement des délits mineurs, alors que les événements "spectaculaires" (assassinats, affrontements armés entre membres de coopératives rivales,...) relatés par la presse affectent en général les quartiers récents.

Enfin, la plupart des chefs de famille accordent peu d'importance à la légalisation des terres. En effet, d'une part, l'absence des titres de propriété n'empêche pas la vente du lot et de l'habitation²⁷, d'autre part, les difficultés quotidiennes (ravitaillement en eau, ramassage des ordures, évacuation des eaux usées,...) sont perçues comme étant beaucoup plus graves que les problèmes juridiques relatifs à la propriété formelle du lot. En effet, le terrain est occupé et les infrastructures, bien que déficientes, sont progressivement améliorées grâce aux pressions exercées sur l'Etat et sur les pouvoirs municipaux; les familles, installées depuis une dizaine d'années, estiment donc que l'expulsion est quasi impossible.

Les problèmes auxquels se heurte la population sont nombreux et varient en fonction de la durée de résidence dans

s'échelonnait de 277 000 à 442 000 Sucres (quotidien *El Universo*, 18/10/1984).

²³ AGUIRRE, R., (01), 1984, p. 60.

²⁴ En 1975/1976, sur 40 000 dossiers, en attente, de donation de lots dans le Suburbio, la Mairie en a résolu... 1 200 (RODRIGUEZ, A.; VILLAVICENCIO, G., (13), 1983, p. 11).

²⁵ L'enquête a porté sur trente familles installées dans chacun des quartiers.

²⁶ Dans le centre de la capitale, 75,9 % des familles disposaient d'une latrine pour 16 habitants ou plus en 1982 et 50,0 % des ménages utilisaient une latrine pour 20 personnes ou plus (ARMAS, S., (02), 1982, p. 148).

²⁷ Il n'est pas rare de rencontrer des *posesionarios* qui vendent un lot non légalisé 40 000 Sucres alors que le "droit d'occupation", quelques années auparavant, leur a coûté de 5 000 à 10 000 Sucres.

La population pense-t-elle que les organisations populaires peuvent résoudre leurs problèmes? Se tourne-t-elle vers d'autres entités?

4.3. Processus de consolidation et croissance du rôle des pouvoirs publics (A6)

Dans sept quartiers sur huit, la population estime que les autorités municipales ou gouvernementales sont les seules entités qui peuvent améliorer la situation préoccupante que doit affronter le quartier, puisqu'elles disposent des ressources financières indispensables pour entreprendre la réalisation des infrastructures et la construction des équipements (de 33,3 % à 93,3 % des réponses). Ces données permettent de mieux cerner l'enjeu que représentent les quartiers populaires au moment des élections et de mieux comprendre l'ardeur que déploient les partis politiques en période pré-électorale.

Quelle que soit la zone d'étude considérée, jamais plus de 35 % des chefs de famille n'accordent leur confiance aux organisations populaires et à la cohésion du quartier (de 0 % à 23,3 %).

Enfin, souvent plus de 10 % des chefs de famille pensent que personne ne peut aider le quartier ou ne savent pas qui peut le faire. Ce pourcentage élevé exprime le désarroi d'une grande partie de la population.

Ces statistiques ne sont pas encourageantes. Dans la majorité des zones d'étude, la plupart des habitants n'accordent leur "confiance" qu'à ceux qui peuvent leur apporter immédiatement quelque chose de concret: la police qui "doit organiser des rondes nocturnes pour assurer la sécurité de la population" (le centre de Quito), le Maire "qui a promis de reblayer les rues" (le Guasmo), Le *Plan Padrino* qui "aide à obtenir des infrastructures et à améliorer les équipements du quartier" (le Guasmo)³², le Président de la République qui "envoie un médecin deux fois par mois dans le quartier" (les Lomas de Mapasingue), etc.³³. La confiance est accordée aussi vite qu'elle est retirée à celui (parti politique, entité gouvernementale, personnalité,...) qui a tout promis mais qui n'a pas tenu ses engagements. D'autres institutions, qui œuvrent (momentanément?) efficacement dans le quartier sont soutenues (provisoirement?) par la population.

La démobilisation populaire est plus forte à Guayaquil qu'à Quito, les statistiques issues des enquêtes le prouvent. Si l'on considère les groupes de quartiers définis en fonction de leur date d'occupation, les chefs de famille qui pensent que personne ne peut aider le quartier ou qui ne savent pas quelle institution ou personnalité peut œuvrer efficacement dans le secteur sont toujours plus nombreux à Guayaquil qu'à Quito; dans le centre taudifié du port principal, le pourcentage s'élève à 43,3%.

* *

Les mouvements populaires urbains se sont développés quantitativement et qualitativement -du moins dans la capitale- à partir des années soixante-dix. On assiste actuellement à l'union partielle des organisations de base au sein de fédérations qui sont assez puissantes pour négocier avec les pouvoirs publics et empêcher parfois ces derniers d'appliquer des mesures qui s'opposeraient aux intérêts des plus démunis. Alors qu'à Guayaquil les dirigeants de quartier n'hésitent pas à s'allier au plus offrant (dans l'intérêt de la communauté?), à Quito, les organisations populaires et les partis de gauche, implantés dans les quartiers jeunes, se refusent à isoler le problème de l'habitat du contexte politique et socio-économique équatorien; si les revendications dépassent parfois le cadre du quartier et visent à remettre en cause les structures du pays, ce phénomène reste encore marginal³⁴.

Les bases suffisantes existent-elles pour structurer un mouvement permanent, et non plus cyclique, des organisations populaires? L'unification des luttes de quartier et la mobilisation de l'ensemble des secteurs populaires sont-elles réalisables à court ou à moyen terme? Quelles vont être les réactions des organisations populaires après les mesures économiques prises par le socio-démocrate R. BORJA -il succède au néo-libéral L. FEBRES CORDERO-, qui a pris ses fonctions le 10 août 1988 et qui tente de redresser l'économie et de surmonter la grave crise financière que traverse l'Equateur (doublement du prix des carburants, augmentation du salaire minimum mensuel de 15 %, mini-dévaluations hebdomadaires,...)?

Si ces quelques questions méritent d'être posées, il est encore trop tôt pour avancer des éléments de réponse.

tants, pour obtenir ou améliorer les infrastructures. Or, les conversations avec les habitants font ressortir le manque de solidarité au sein du quartier.

³² Si la plupart des leaders reconnaissent le bien-fondé des travaux et de l'action sociale entrepris par le *Plan Padrino* -investissement de 52,6 millions de Sucres et mobilisation de 200 personnes dans le Guasmo en 1982/1983-, quelques-uns, peu nombreux puisqu'ils sont liés aux partis de gauche, pensent que cette institution peut mettre en péril les organisations populaires du Guasmo. Ce *Plan* serait très connoté idéologiquement (les Etats-Unis assurent une grande part de son financement) et destiné à rompre les structures des organisations populaires. Selon un dirigeant d'une coopérative du Guasmo central, "le Plan Padrino donne tout; il brise l'organisation populaire qui n'a pas les ressources financières pour le concurrencer et il ôte le goût de l'effort et de la lutte parmi les habitants".

³³ Entrevues avec les habitants et les dirigeants des quartiers étudiés.

³⁴ "La lutte revendicative doit être liée à la lutte générale du peuple pour transformer la société, puisque la formation de nos propres quartiers et l'état dans lequel ils se maintiennent sont la conséquence de la structure socio-économique dominante du pays." (*Voz de la Unión de las Organizaciones Barriales de Quito* (UOBQ), N° 2, 1984, p. 14, cité par CIUDAD, (07), document de travail non publié, 1985, p. 119).

ANNEXES

CTQ: le centre taudifié de Quito

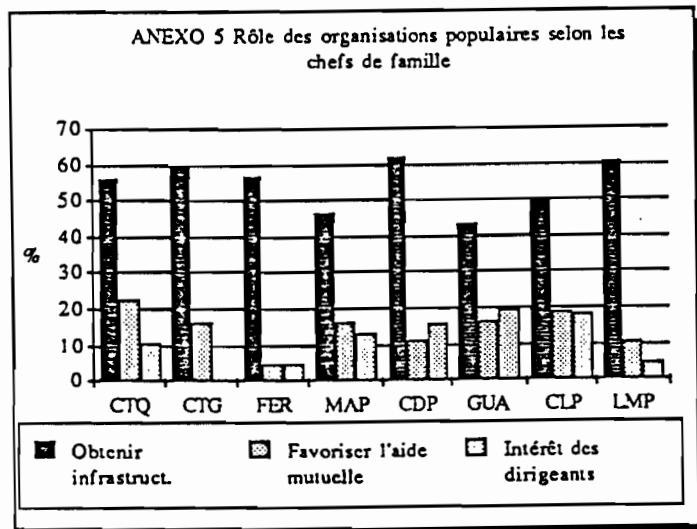
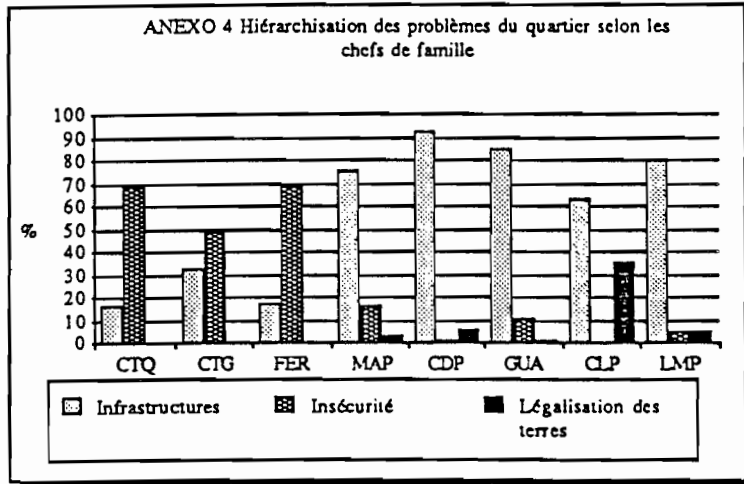
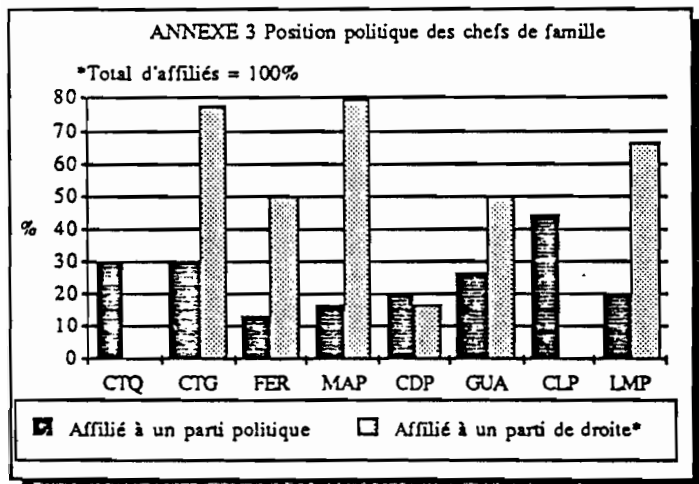
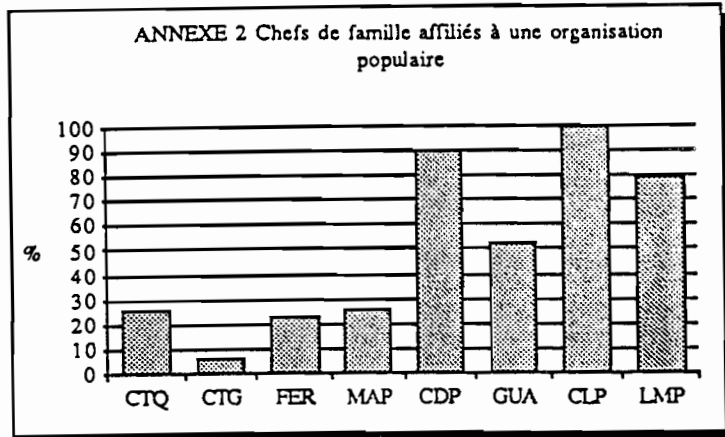
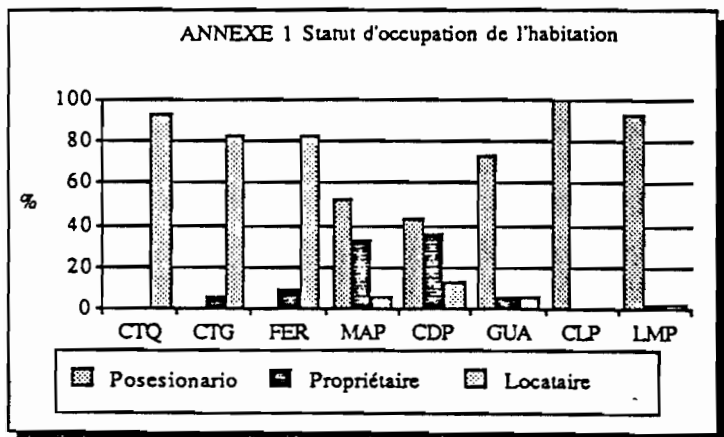
CTG: le centre taudifié de Guayaquil FER: la Ferroviaria

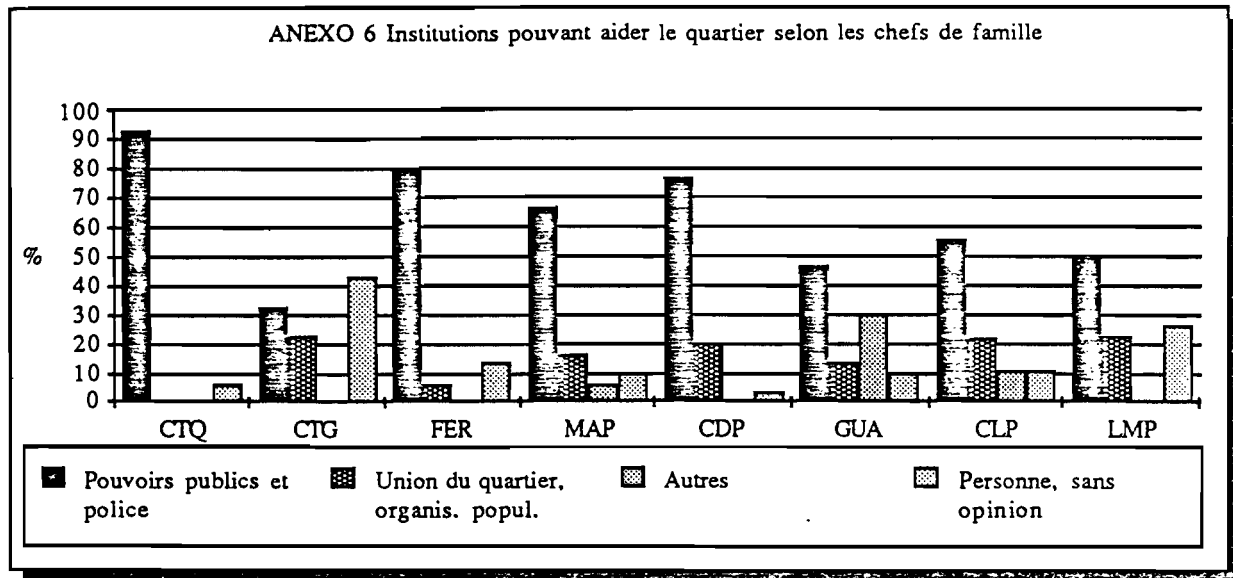
MAP: Mapasingue

CDP: le Comité del Pueblo

GUA: le Guasmo central

CLP: le Comité de Lucha de los Pobres LMP: les Lomas de Mapasingue





BIBLIOGRAPHIE

- (01) AGUIRRE, R. -*Estado y vivienda en Guayaquil*.- Quito, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), 1984, 204 p.
- (02) ARMAS, S. -*El proceso de turgurización en el Centro Histórico: el caso de San Roque*.- Quito, 1982, 210 p. (Thèse soutenue à l'Université Catholique).
- (03) BRAVO, G. -*Movimientos sociales urbanos en Quito; el Comité del Pueblo*.- Quito, 1980, 167 p. (Thèse soutenue à la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO)).
- (04) CARRION, D. -*Renta del suelo y segregación urbana*.- Quito, Collège des Architectes de l'Equateur, 1979, 135 p.
- (05) CARRION, D; VILLAVICENCIO, G. -Los sectores populares y el acceso a la tierra urbana: los casos de Quito y Guayaquil.- *Cuadernos Ciudad y Sociedad*, Quito, CIUDAD, 5, 1982, pp. 13-32.
- (06) CIUDAD. -*La tierra urbana y la vivienda popular en los barrios de expansión de Quito*.- Quito, CIUDAD, 1983, 238 p.
- (07) CIUDAD. -*Las organizaciones de moradores en los barrios populares de Quito: situación actual y perspectivas futuras de las organizaciones barriales y provivienda*.- Quito, CIUDAD, 1985, 125 p. (document de travail).
- (08) ESPINOZA, M. -El horizonte político popular: un estudio de caso.- *Ecuador Debate* (Quito), 4, 1983, pp. 148-171.
- (09) GARCIA, J. -*Las organizaciones barriales de Quito*.- Quito, CIUDAD/ILDIS, 1985, 131 p.
- (10) GODARD, H.R. -*Quito, Guayaquil: croissance urbaine et mécanismes d'évolution, de "consolidation" et d'"intégration" des quartiers populaires*.- Quito, IFEA/CIUDAD, 1985, 250 p.
- (11) GODARD, H.R. -Approche comparative des mécanismes d'évolution et de consolidation des quartiers populaires à Quito et Guayaquil.- *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines* (IFEA), Lima (14) 3 et 4, 1985, pp. 19-41.
- (12) HURTADO, O. -*El poder político en el Ecuador*.- Quito, Planeta, 1983, 359 p.
- (13) RODRIGUEZ, A.; VILLAVICENCIO, G. -Configuración del espacio regional ecuatoriano y desarrollo urbano de Quito y Guayaquil.- *Cuadernos Ciudad y Sociedad*, Quito, CIUDAD, 6, 1983, pp. 31-73.
- (14) *Trama*, Revista de Arquitectura (Quito), 13/14, 1979, 138 p.
- (15) SALOMON, J. -*Estudio socio-económico del cerro de Mapasingue*.- Guayaquil, Fondation ESPEJO, 1983, 58 p.
- (16) TORRES, V. -Movilización política en los barrios populares de Quito.- *Ecuador Debate* (Quito), 4, 1983, pp. 124-138.

